

M. le Maire, Chères et Chers collègues ;

Aujourd'hui, nous devons dire oui ou non à la proposition de ce gouvernement au travers de la proposition du préfet relayé par le SDCI d'instaurer un EPCI Pays Basque regroupant 158 communes et 295 970 habitants.

J'ai déjà donné mes arguments et je ferais plus court.

La création de cet Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) dit basque, s'inscrirait dans l'application de la loi du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République. A noter que chez les élus socialistes, de droite ou nationalistes de tous bords, défenseurs de ce Schéma Départemental de Coopération Intercommunal (SDCI), aucun ne parle de la loi NOTRe et encore moins de ses effets dévastateurs. C'est la concrétisation du compromis Gouvernement/PS/Droite qui a prévalu en Commission Mixte Paritaire 7 députés/7 sénateurs de droite ou du PS/Sociaux démocrates.

Cette loi NOTRe est un élément d'accompagnement de la baisse des dotations pour nos collectivités.

La droite et les élus PS se sont bien entendus et unis sur le dos des citoyens. Les communistes, les élus communistes et républicains ainsi que d'autres élus locaux dénonçaient il y a plus d'un an déjà, la portée anti-démocratique de cette loi.

C'est bien un « assassinat de la démocratie en bande organisée » auquel les communistes et le Front de Gauche veulent s'opposer
Ceux qui critiquent (avec raison) le gigantisme antidémocratique de la nouvelle région sont les mêmes qui vantent l'EPCI « XXL » Pays Basque afin d'exister dans cette mise en concurrence entre territoires dans la nouvelle région.

Quelle contradiction !!!

Cette superstructure éloignerait nos concitoyens des lieux de décisions. Les communes seraient les pièces d'un puzzle où les décisions, stratégiques et financières, les concernant, seraient prises par une nouvelle instance élargie et où leurs élus ne seraient plus ou pas les décideurs.

Ce changement majeur dans la gouvernance de notre territoire aurait pour conséquence une perte de démocratie de proximité car elle ne permettrait plus la prise en compte des territoires dans leur diversité et la construction de la réponse aux besoins des populations depuis leurs communes.

Quand à la gouvernance de ce machin, elle méritait de passer par un vote de toutes et tous les citoyens par une proportionnelle et le respect de la parité, là encore, qu'elle régression....ce gouvernement en sera comptable.

Ce projet présenté pour la gouvernance du Pays Basque n'est pas la résultante d'un quelconque débat. C'est la résultante de la volonté du gouvernement par la voix du préfet qui, dès 2014, expliquait de manière péremptoire qu'une Communauté d'Agglomération ou une Communauté Urbaine à l'échelle du Pays Basque était la seule solution voire 3 EPCI si on n'est pas compréhensifs lors du vote !!!

C'est faux ! Je le redis :

L'article L 5210-1-1 du CGCT (code général des collectivités territoriales) prévoit d'autres pistes de construction que certains oublient volontiers je cite :

« La cohérence spatiale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au regard notamment du périmètre des unités urbaines au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des bassins de vie et des schémas de cohérence territoriale ».

Oui, une alternative de 6 EPCI, puisque cela s'appelle ainsi était étudiable et correspondait à la vraie vie de nos concitoyens.

Certains découvrent aujourd'hui les bassins de vie, les unités urbaines...

Nos camarades souletins Communistes du front de gauche, s'opposent aussi à ce « machin » et pointent aussi les remises en cause démocratiques.

Cela ressemble plus à un « renvoi d'ascenseur » pour récompenser les élus issus des partis politiques ayant accepté le compromis national sur l'élaboration de la loi NOTRe et satisfaire les organisations qui militent pour un Pays Basque indépendant plutôt que pour la satisfaction réelle des besoins des femmes et des hommes qui vivent dans ces territoires.

Aujourd'hui comme hier, on nous dit : « donnez votre avis » mais sur un non choix. Et certains parlent même de solidarité !

En gros, celles et ceux qui s'opposeraient à cet EPCI seraient des imbéciles qui n'auraient rien compris et plomberaient l'avenir du Pays Basque qui reculerait de 10ans.

C'est cette nouvelle structure imposée qui va plomber définitivement notre Pays basque et pour plus longtemps encore !!!!

Les inquiétudes sont fortes et sont appelées à grandir face aux conséquences néfastes que produirait la mise en place d'un tel EPCI et la loi NOTRe pour les citoyens, les agents publics, les Services Publics, les collectivités territoriales.

La destruction programmée des Services Publics se traduira par la création des maisons de Service au public, destructrice d'emplois publics et de la garantie de qualité et de neutralité pour basculer dans le secteur marchand privé. De nombreux salariés et syndicalistes dénoncent cette nouvelle casse et s'inquiètent.

Nous, les communistes du Front de gauche, ne pensons pas être déconnectés des réalités. Dans la rue, dans les cités, personne ne nous parle de cet EPCI mais bien plus de travail, de pouvoir vivre correctement, nourrir sa famille, déplorer la dégradation des Services Publics et l'argent exhibé par certains.

Ils nous parlent la casse du code du travail, des 40 milliards de CICE donnés au patronat pour le résultat du chômage que l'on connaît, des 47 milliards de dollars de dividendes versés aux actionnaires en 2015 (en €, c'est légèrement moins !), pour info, c'est 1 125 milliards de dollars de dividendes versés dans le monde en 2015 !!!!

Les mêmes qui voient les budgets public diminuer, soit disant par manque d'argent, et voient ces cadeaux des gouvernements libéraux successifs...

Je ne parle pas du discours prononcé au Bourget contre la finance !!!!

D'autres choix sont possibles.....

Je le redis, la loi NOTRe est un des outils d'accompagnement des mesures d'austérité, du dogme de la baisse du cout du travail et de la réduction des Services Publics.

Toutes ces mesures et lois tournent le dos aux aspirations d'une grande majorité de nos concitoyens et ne peuvent que faire le lit d'idées nauséabondes du Front National.

Voilà aussi les retours de la vraie vie, ici, sur la côte, comme en Soule.

Il existait des propositions alternatives qui ont été balayés par le gouvernement et les tenants de la pensée, pardon de l'EPCI unique.

**La formule d'un PETR Pays Basque (pôle d'équilibre territorial et rural).
La possible mise en place de syndicats mixtes.**

La création de nouvelles collectivités territoriales redessinées qui s'appuieraient sur les bassins de vie et d'emplois définis par l'INSEE, les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), pour répondre aux préoccupations des habitants, sur l'emploi, le logement, les transports... On ne peut pas laisser en dehors de ces problématiques le Sud des Landes (Seignanx), partie intégrante de la Zone Urbaine de Bayonne, la gestion du port de Bayonne, la question de la formation et de l'emploi industriel, en particulier l'aéronautique, la chimie... Pourquoi intégrer d'office les territoires autour de Mauléon à la Côte Basque alors qu'ils sont naturellement tournés vers les bassins de vie et d'emploi d'Oloron et de Pau ? Certains maires et élus Souletins étant salariés d'entreprise métallurgique du bassin Oloronais, et St palais tourné autant vers le cœur de Béarn ?
Sur la question de la langue et de la culture basque mais plus largement des langues et cultures de France, nous rappelons que le PCF depuis 1946 se bat pour leur reconnaissance (et la proposition de loi Deixonne en 1951) avec un statut juridique. Nous sommes favorables à la ratification par la France de la charte européenne sur les langues régionales et minoritaires contrairement à la Droite qui a toujours voté contre et au Gouvernement et élus PS qui auraient pu et dû la faire voter quand ils avaient (encore) la majorité (3/5 du congrès).

Toutes ces questions auraient pu et du être posées auprès des citoyens et débattues publiquement et en toute clarté !! et pas seulement à charge !

Qui peut encore croire aux engagements du Gouvernement via la lettre du Préfet ?
La situation actuelle du pays y répond.

Je voterais contre cet EPCI, issue de la loi NOTRe qui brisera nos territoires, position exprimée par le Front de Gauche de la région APCL lors du débat public des régionales.

Merci.